

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

Ralf LÜTZELSCHWAB, *Non solum assumuntur ad partem sollicitudinis, sed quodammodo in plenitudinem potestatis : Clément VI et son Sacré Collège*, p. 15-27.

«Malgré ses éminents talents, il fut un désastre pour la papauté et l'Église». C'est sur cette appréciation défavorable que finit l'article consacré à Clément VI dans le *Lexikon des Mittelalters*. Talents et infortunes semblent indéniablement unis dans ce personnage qui, jusqu'à nos jours, subit un jugement aussi désavantageux pour sa personne que pour ses activités politiques. En prenant en considération les sources curiales (plus exactement les lettres et les 24 volumes de suppliques relatives à son pontificat) ainsi que ses œuvres «littéraires» (ses sermons), on bénéficie d'un ensemble considérable d'informations. Quelque 120 sermons ont été repérés mais ceux faisant référence au rôle des cardinaux sont au nombre de treize. Ils sont inédits et imputables au genre *collatio* et permettent d'appréhender les divergences existant entre les conceptions d'un pape imbu de son autorité et la pratique politique en curie.

Elles sont à la fois des instruments de pression, de domination et de conciliation, au sein d'un Sacré Collège déchiré par des conflits d'intérêts. Manifestations rhétoriques résultant du cérémonial développé de l'époque, les sermons de Clément VI sont également l'expression d'une volonté de formation politique au sommet de la hiérarchie. Ainsi caractérisée, l'œuvre oratoire de Clément VI revêt une importance réelle, tant au point de vue littéraire qu'au point de vue historique ou doctrinal.

Armand JAMME, *Les contradictions du service pontifical : procédures de nomination et raisons de l'office à travers la correspondance des papes et de leurs vicaires généraux*, p. 29-92.

La correspondance pontificale intéressant les offices temporels connaît entre 1346 et 1378 une mutation profonde : d'une part, le développement de l'autorité favorise l'augmentation numérique des nominations directes; d'autre part, la présence d'un, puis de plusieurs vicaires généraux en Italie offre au pontife la possibilité de leur adresser ses candidats, munis d'une recommandation ou d'une demande de nomination, à charge pour eux de la rendre effective. Après avoir analysé le corpus réuni (514 lettres pontificales et 164 lettres vicariales) et les politiques qui le structurent, on tente de répondre successivement à trois inter-

rogations. Qu'exige-t-on des officiers du pape? Les termes utilisés par la chancellerie pour définir leurs qualités mettent en exergue diverses valeurs, qui permettent de dresser un portrait idéal, porteur d'objectifs politiques et administratifs précis. À quoi sert l'office? L'analyse des critères hiérarchisant le service du pape, l'examen des pratiques socio-politiques, précédant la confection d'une lettre, le relevé des motifs invoqués par les solliciteurs, sont assez significatifs : ils donnent à l'office des raisons en apparence opposées aux préoccupations premières. Enfin, quelle influence les mécanismes éprouvés de la collation des bénéfices purent-ils avoir sur cette apparente contradiction? Sans réexaminer l'argumentaire de la provision des bénéficiés, qui présente des analogies évidentes avec les lettres de nomination aux offices temporels, il importe en effet d'analyser les méthodes qui permirent à la curie d'assimiler les structures administratives de l'État dans les années précédant le retour du Saint Siège à Rome.

Olivier PONCET, *Les traces documentaires des nominations d'officiers pontificaux (fin XIII^e-XVII^e siècle)*, p. 93-123.

Le souci accordé à la forme et à la conservation matérielle du souvenir de la nomination de ses officiers par la papauté du XIII^e au XVII^e siècle constitue un révélateur intéressant de la nature même du pouvoir pontifical. À un XIII^e et un XIV^e siècle où le lien quasi féodal symbolisé par la prestation de serment unit l'officier à son souverain succède une période où le rapport vassalique cède peu à peu le pas à un serment de fidélité reçu pour l'exercice d'une fonction précise. Dès lors, une double série de registres (de serments et de lettres de nomination), élaborés dans le contexte administratif de la Chambre apostolique, témoigne de cet attachement renouvelé à la mémoire de la nomination, pour des motifs qui ne sont pas seulement comptables. Le XVI^e siècle et plus encore le XVII^e siècle voient s'estomper toute trace régulière d'enregistrement tandis que le développement exponentiel de la vénalité impose de nouvelles traces documentaires de ces ventes et cessions de charges. La publication d'almanachs administratifs à partir du deuxième tiers du XVII^e siècle marque l'avènement de pratiques davantage pré-bureaucratiques.

Andrea PETRINI, *La Tabula officiorum di Paolo II (1464-1471)*, p. 125-157.

Nato come strumento organizzativo, il Registro Vaticano 544 (chiamato *Tabula officiorum sanctae romanae ecclesiae per alphabetum*) fornisce un quadro dettagliato della struttura amministrativa periferica durante il pontificato di Paolo II (1464-1471). Nel presente contributo l'attenzione è focalizzata in particolare sulle modalità di nomina degli ufficiali nelle città dello Stato della Chiesa e sulla loro « carriera » all'interno dell'amministrazione, oltre che sulla struttura stessa del registro. Proprio per questo, e anche per fornire un quadro dettagliato degli incarichi registrati nella *Tabula*, in appendice sono riportate, carta per carta, le singole intestazioni del registro.

Maria Antonietta VISCEGLIA, *Denominare e classificare : familia e familiari del papa nella lunga durata dell'età moderna*, p. 159-195.

Questo studio che adotta una periodizzazione che va dal XV al XVIII secolo, parte dall'analisi del materiale documentario che ci offre le prime classificazioni di attribuzioni e privilegi della *familia* del pontefice, nonché del linguaggio utilizzato per indicare i membri di essa. Le erudite storie di singoli uffici che si addensano nella tarda età moderna – tra la fine del Seicento e il primo Ottocento – dietro l'intento «storico» celano l'obiettivo di ridefinire l'identità delle cariche all'interno della famiglia del papa legandone le funzioni alle origini della Chiesa primitiva. Ma la storia della Casa del papa non è una storia immobile. L'obiettivo problematico di questa ricerca è duplice : da un lato mostrare quale sia il rapporto tra il personale della Casa e la Curia, anche con un taglio comparativo rispetto alle numerose ricerche sulle *Household* degli altri sovrani italiani ed europei, dall'altro individuare il filo di un'evoluzione plurisecolare. Nel caso della monarchia papale il *trend* va nel senso di un aumento degli effettivi della Casa del papa, con l'ampliamento del campo degli uffici burocratici, ma permane l'importanza degli uffici d'onore che divengono anzi più articolati ed esclusivi con mansioni rigidamente ritualizzate.

Knut SCHULZ, *Fremde (Kunst-)Handwerker, Gewerbegruppen und Bedienstete an der päpstlichen Kurie (ca. 1400-1527)*, p. 197-213.

Anknüpfend an die Studien von P. Hurtubise über die Präsenz fremder Handwerker am päpstlichen Hof und in Kardinalshaushalten skizziert dieser Beitrag die Ausbildung des Hofhandwerks an der Kurie. Der Status der *cortisani curiam sequentes*, wie er seit ca. 1400 zunehmend an fremde Handwerken vergeben wurde, umfaßte die weitgehende Befreiung von der städtischen Zuständigkeit. Es gab vor allem zwei Typen von Hofhandwerken : 1. Einzelpersonen und 2. Handwerkergruppen als Bruderschaften. Bis um 1450 handelt es sich überwiegend um Einzelprivilegien (wie für deutsche Schlosser), während dann stärker Gruppen gefördert werden, vor allem Bäcker und Schuhmacher, Schneider, Barbieri und Bader, Gastwirte, Sattler und «Mechaniker». Einen vorläufigen Abschluß dieser Entwicklung markiert eine Bulle von 1479 für eine Sammelgruppe von Gewerbetreibenden, deren Sonderstellung damit begründet wird, daß sie als Bestandteil der Kurie, die wegen ihrer Internationalität quasi einen supranationalen Staat bilde, einen klar getrennten Status von des stadtrömischen Kollegien für sich beanspruchen könne, was der päpstlichen Einflußnahme in seiner Metropole natürlich dienlich war.

Irene FOSI, *Il governo della giustizia nello Stato ecclesiastico fra centro e periferia (secoli XVI-XVII)*, p. 215-235.

Elemento fondante la sovranità, il governo della giustizia assume un valore centrale nella trattativa e nelle istruzioni per legati e governatori nello Stato

pontificio del Cinquecento e Seicento. Ma, se questi scritti rispondevano ad una volontà ed una progettualità di forte impronta tridentina, in pratica lettere, memoriali e suppliche inviati da giurisdicenti periferici alle congregazioni romane ed al cardinal-nepote evidenziano la costante difficoltà di superare privilegi e particolarismi, nonché di disporre, soprattutto nei ranghi più bassi, di persone effettivamente capaci di amministrare, nel quotidiano, la giustizia. Il sistema di congregazioni romane, ed in particolare la Sacra Consulta, attuano, nel corso del Seicento, una difficile mediazione, nel tentativo di adattare alle situazioni particolari della periferia dello Stato norme e pratiche elaborate a Roma.

Nicole REINHARDT, *Bolonais à Rome, Romains à Bologne? Carrières et stratégies entre centre et périphérie. Une esquisse*, p. 237-249.

Cet article analyse les répercussions de la relation entre centre et périphérie sur les carrières des membres de l'élite bolonaise entre 1550 et 1750. Nonobstant des conditions favorables, on constate que le nombre de bolonais au service de l'Église subit une chute considérable à partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle. À l'évidence, la carrière ecclésiastique, de plus en plus coûteuse, longue et bureaucratique, ne présente que peu d'intérêt pour les familles de vieille souche républicaine et notamment pour les chefs de faction locaux. C'est aussi le résultat d'une centralisation et pacification, comme le démontre la durée d'office prolongée des cardinaux légats pendant cette période. La forte présence de génois parmi les légats semble indiquer une croissante spécialisation dans les offices de l'État et un investissement croissant pour y réussir. Ce dernier facteur pourrait avoir également contribué à décourager les anciennes familles provinciales qui, après un siècle d'expansion, au XVII^e siècle durent faire face à un repli économique.

Antonio MENNITI IPPOLITO, *Mobilità o immobilità? Organici curiali a confronto (1667-1694)*, p. 251-263.

L'intento di questo contributo è quello di verificare i mutamenti avvenuti negli organici curiali in una fase particolare della storia della Chiesa romana, in un tempo cioè che vede da un lato l'ultima grande fase del sistema nepotista (o, meglio, del sistema ancora nepotista in senso formale), ma che pure comincia ad esprimere quei valori e quelle esigenze che avrebbero portato infine, e non senza difficoltà, alla soppressione (ancora, formale), di quello stesso sistema e di quella concezione antica e principesca della Curia che ad esso era strettamente correlata.

Étienne ANHEIM, *Naissance d'un office. Pierre Sintier, premier maître de chapelle du pape (1336-1350)*, p. 267-301.

En 1336, le pape Benoît XII crée à Avignon le premier office de maître de chapelle. Cette apparition permet de poser le problème de la culture de cour et de sa mise en forme institutionnelle par le biais du système de l'office. Mais elle donne

aussi l'occasion de mieux comprendre les mécanismes de mise en place d'un nouvel office en analysant les motifs de sa création, la délimitation institutionnelle de ses responsabilités et sa définition sociale et économique. L'apparition du maître de chapelle pose cependant un problème de sources : il n'existe aucun texte normatif précisant les attributions de l'office avant les années 1370. C'est pourquoi il faut recourir aux sources de la pratique, en particulier la comptabilité, à partir de l'étude d'une carrière, celle du premier maître de chapelle, Pierre Sintier. Après des débuts hésitants sous Benoît XII (1334-1342), l'office se définit et se renforce sous le règne de Clément VI (1342-1352), autour d'une triple responsabilité, musicale, liturgique et administrative, inaugurant ainsi une fonction curiale promise au succès dans la « société de cour » occidentale.

Bruno LAURIOUX, *De Jean de Bockenheim à Bartolomeo Scappi : cuisiner pour le pape entre le XV^e et le XVI^e siècle*, p. 303-332.

Les cuisiniers du pape ont pleinement participé au puissant mouvement de production culinaire qui caractérise l'Occident entre le début du XV^e et le milieu du XVI^e siècle, depuis Jean de Bockenheim, cuisinier du commun à la Curie de Martin V, jusqu'à Bartolomeo Scappi, auteur d'un monumental recueil posthume de recettes. Ce ne sont toutefois pas là des cuisiniers comme les autres. Les nombreuses traces qu'a laissées Jean de Bockenheim dans les archives pontificales permettent de dresser le portrait inattendu d'un professionnel qui fit aussi carrière dans l'Église, profitant de ses talents pour accumuler les bénéfices. Profil assez différent, semble-t-il, de celui qui dominait au temps de la Papauté d'Avignon, mais aussi de celui d'un Maestro Martino vers 1460 et d'un Scappi un siècle plus tard. Dans cette évolution, les cuisiniers du pape se sont-ils rapprochés de leurs confrères au service des princes laïcs, dont on commence à entrevoir le destin ? Peut-on repérer des passages entre les brillantes cours cardinalices de Rome et les cuisines pontificales ? Ces transferts de compétences et de savoirs ont-ils joué un rôle dans le syncrétisme gastronomique dont l'Italie est alors le théâtre ? Telles sont quelques-unes des pistes explorées dans cet article.

Birgit EMICH et Wolfgang REINHARD, *Les serviteurs du cardinal-neveu Scipione Borghese et le service du pape, 1605-1621*, p. 333-339.

Dans les recherches sur les institutions curiales est encore en vogue un antagonisme bien connu : d'une part les fonctions administratives au service du pape et dans l'intérêt public ; d'autre part le cardinal-neveu et ses serviteurs dans l'intérêt privé de la famille papale. Pourtant une analyse des documents et du personnel du pape Paul V et de son neveu Scipione Borghese montre qu'une telle vue dichotomique d'intégrité bureaucratique et de corruption nepotiste n'est plus acceptable. Les serviteurs du pape étaient souvent en même temps les serviteurs du cardinal-neveu ou inversement. Et ce qu'on faisait au service du cardinal-neveu on le faisait souvent en même temps au service de la papauté, et inversement.

Pour comprendre le système du pouvoir papal il est donc nécessaire d'intégrer dans les recherches non seulement les fonctions très complexes du cardinal-neveu mais aussi celles de ses serviteurs, même dans des fonctions qui semblent être privées.

Birgit EMICH, *Die Karriere des Staatssekretärs : das Schicksal des Nepoten?*, p. 341-355.

Der Beitrag wendet sich in drei Thesen gegen das traditionelle Bild vom Kampf zwischen dem Kardinalnepoten als Verkörperung rückständiger Herrschaftstechniken und dem Staatssekretär als Inkarnation der modernen Bürokratie. 1. Ihr Verhältnis war nicht geprägt von Konkurrenz, sondern von Arbeitsteilung. 2. Der Aufstieg des Staatssekretärs bis zur Abschaffung des offiziellen Nepotismus 1692 war kein Sieg im Kampf gegen den Nepoten, sondern erfolgte mit dessen Hilfe und in seinem Windschatten. 3. Die Reform von 1692 stellte weder einen Durchbruch der Staatsidee noch einen Quantensprung der römischen Modernisierung und schon gar keinen Sieg über die strukturellen Probleme der päpstlichen Wahlmonarchie dar : Abgeschafft wurde zwar das Amt des Nepoten, nicht aber Nepotismus und Klientelismus.

Bernard BARBICHE, *Les «diplomates» pontificaux du Moyen Âge tardif à la première modernité : office et charge pastorale*, p. 357-370.

Est-il possible, en observant sur le long terme le mode de recrutement et le statut des diplomates pontificaux, de discerner et de préciser les étapes d'une évolution quant à la part respective qu'ont occupée dans leur fonction l'aspect politique et l'aspect pastoral, sans pour autant perdre de vue que, quand il s'agit du pape et de ses représentants, ces deux aspects sont étroitement imbriqués? Telle est la question à laquelle cette contribution voudrait essayer de donner quelques éléments de réponse, notamment en prêtant une particulière attention à la terminologie employée pour désigner les agents du Saint-Siège, à la forme des actes par lesquels les envoyés du pape étaient nommés et investis de leurs pouvoirs, et en suggérant des comparaisons et des rapprochements avec les institutions des cours princières séculières, notamment celles du royaume de France. Le mot «diplomate», apparu dans la langue française en 1792, est évidemment anachronique, mais il est commode et même irremplaçable comme terme générique désignant des agents chargés de représenter un souverain ou un prince dans les relations entre puissances.

Andrea GARDI, *Il mutamento di un ruolo : i legati nell'amministrazione interna dello Stato pontificio dal XIV al XVII secolo*, p. 371-437.

La figura canonica del legato pontificio viene usata dal Papato avignonese da metà Trecento come inviato straordinario per recuperare i domini papali d'Italia

e sovrintenderne all'apparato amministrativo : diviene consueto nominare due cardinali a reggere, col titolo di vicari generali temporali, le province settentrionali e meridionali rispettivamente. Durante lo Scisma, i papi romani iniziarono a inviare cardinali che sono insieme legati e vicari (in campo sia temporale che spirituale) e competenti per singole province dello Stato. Tra XV e XVIII secolo questo assetto viene mantenuto, ma i legati vengono sempre più spesso nominati solo per affrontare circostanze d'emergenza, oppure per conferire incarichi prestigiosi a cardinali eminenti; dal Seicento la carica rimane solo nelle province settentrionali e i suoi titolari divengono alti funzionari dipendenti dagli uffici centrali romani.

Manuel VAQUERO PIÑEIRO, *Le castellanie nello Stato della Chiesa nella seconda metà del XV secolo : figure e gruppi sociali*, p. 439-481.

Sulla base della documentazione camerale, si analizzano alcuni aspetti della realtà politico-amministrativa legata al governo delle rocche pontificie per gli anni da Paolo II a Alessandro VI. Oltre a conoscere l'identità dei castellani, lo studio si sofferma in maniera particolare su due elementi di grande interesse : le somme che ogni singolo castellano si obbligava a consegnare in caso di danni all'edificio e l'identità dei fideiussori che intervenivano fornendo le dovute garanzie finanziarie.

Se le obbligazioni economiche dimostrano la crescente monetizzazione dell'intero apparato amministrativo camerale (allo scadere del secolo le cifre richieste raggiungono persino i 50.000 ducati d'oro), il tratto saliente dei fideiussori è la massiccia presenza di membri delle famiglie dell'oligarchia mercantile romana (Leni, Porcari, Mattei, Santacroce, Mellini, Del Bufalo, ...). In questo modo la gestione dei presidi militari favorì un intenso intreccio di interessi e le castellanie divengono un concreto strumento di integrazione dell'élite municipale romana nelle dinamiche avviate dal consolidamento del potere territoriale dei papi.

Giampiero BRUNELLI, *Al vertice dell'istituzione militare pontificia : il generale di santa Chiesa (sec. XVI-XVII)*, p. 483-499.

La carica di generale di santa Chiesa non era una «sinecura». Tra Cinque e Seicento, i parenti dei pontefici investiti di questo grado si sono impegnati attivamente nella politica militare del papato : hanno combattuto contro «heretici» e Turchi ed hanno promosso il riordinamento degli ordinamenti militari dello Stato della Chiesa. Chiarite le attribuzioni della carica, l'analisi si concentra sui fondi documentari che testimoniano l'attività dei generali, rivolgendo uno sguardo particolare agli anni del pontificato di Urbano VIII, quando i generali Carlo e Taddeo Barberini si impegnano a fondo nei compiti loro affidati. L'esperienza tuttavia non si consolida : i generali del secondo Seicento non appaiono altrettanto attivi e nel 1692, con l'abolizione della carica di generale, i parenti dei papi abbandonano l'esercito dello Stato della Chiesa.

Andreas REHBERG, *Scambi e contrasti fra gli apparati amministrativi della Curia e del Comune di Roma : alcune osservazioni intorno ai decreti comunali dal 1515 al 1526*, p. 501-564.

È dello *scriba senatus* Pietro Rutili il più antico volume superstite di deliberazioni (*decreta*) del consiglio comunale di Roma. Esso ricopre gli anni dal 1515 al 1526 che coincidono con gli anni più felici, seppur non facili, del governo dei papi Medici Leone X e Clemente VII con la parentesi tormentata del pontificato del fiammingo Adriano VI. I *decreta* danno una vasta panoramica sulla vita istituzionale, economica e sociale nell'Urbe prima del Sacco di Roma e offrono perciò la possibilità di gettare nuova luce sui rapporti assai complessi fra la Curia e i romani, o meglio i *cives nobiles*, protagonisti nel campo politico romano locale i quali cercarono, quanto possibile, di rafforzare gli stretti margini di potere ed autonomia fiscale concessi loro dai papi che si affermano però i veri signori della città.

Christoph WEBER, *Il referendariato di ambedue le Segnature, una forma speciale del «servizio pubblico» della Corte di Roma e dello Stato pontificio*, p. 565-591.

Il Referendariato di ambe le Segnature, magistratura o corpo di giudici o funzionari si trovava nel periodo post-tridentino nella situazione di dover riorientarsi, compromesso fortemente nelle pratiche simoniache e irregolari del periodo precedente. I referendari, che avevano il privilegio di preparare le decisioni ultimi del Potere assoluto si trasformarono in pochi decenni in un corpo di governatori di provincia, senza però perdere l'antico rango di consiglieri del papa. Nell'ambito della Curia romana, questa doppia funzione dei referendari – giudici e governatori – non era compresa come innaturale, ma corrispondeva alla struttura stessa dello Stato assolutistico, che manteneva nel suo intimo il concetto del Monarca come supremo giudice, amministratore e dispensatore di giustizia. I referendari, «riformati» dall'impulso di un riformismo curiale, che andava da Paolo IV fino a Paolo V, riuscivano a costituirsi come elite burocratica, che dopo il 1600 penetrava anche i vecchi e nuovi dicasteri delle Curia Romana, e diventavano i «prelati romani» per antonomasia. Verso il 1600 troviamo ca. 160 membri di questo collegio candidati all'episcopato, al cardinalato e a tutti gli uffici dirigenti dell'organismo centrale della Chiesa cattolica. Questo era anche la conseguenza di un reclutamento molto esigente per l'ammissione a questo corpo : dottorato, lunghe stagioni pratiche e provenienza nobile o patrizia.

Simona FECCI, *Ruolo politico e funzione economica di un ufficio : l'interposizione dei decreti a Roma tra Cinque e Seicento*, p. 593-611.

Il saggio esamina l'autorizzazione dei magistrati agli atti di volontaria giurisdizione (tra cui rientravano donazioni, insinuazioni e alienazioni, assegnazione di tutori e curatori, addizioni di eredità, ecc.) a Roma in età moderna. Tuttavia per delineare alcuni degli aspetti che qualificano l'ufficio romano e per penetrare

una realtà tutta schiacciata sulle formule stereotipate degli atti notarili, si è privilegiato il periodo che corre tra i pontificati di Sisto V e di Paolo V. Durante questo ventennio, infatti, l'interposizione dei decreti è investita anch'essa dal processo di crescita dello Stato e di ridefinizione dei rapporti tra municipio e papato. Entrambe le istituzioni hanno lasciato tracce documentarie preziose per rispondere ad alcune domande : quali magistrature romane avevano la competenza di interporre i decreti; quali ufficiali ricevevano tale facoltà; quale rendita economica assicurava la funzione e, infine, come fu impiegata una simile fonte di reddito.

Stefano TABACCHI, *Per la storia dell'amministrazione pontificia nel Seicento : organizzazione e personale della congregazione del Buon Governo (1605-1676)*, p. 613-634.

Nel corso dell'età moderna gli organi del governo temporale dello Stato della Chiesa giocarono un ruolo fondamentale, realizzando una crescente integrazione dei territori dello Stato. Particolare importanza ebbe, in particolare, la congregazione del Buon Governo che, a partire dal 1592, esercitò un penetrante controllo sulla vita amministrativa dei comuni dello Stato. In questo contributo si cerca di ricostruire la struttura della congregazione ed il suo modo di operare, esaminando il ruolo del cardinal nipote, del segretario e dei cardinali e prelati che ne facevano parte, anche attraverso uno studio prosopografico. Dalla ricerca emerge che nel Seicento la congregazione del Buon Governo non era un puro organo di consulenza del cardinal nipote, pienamente assorbito nel sistema di *patronage* che faceva capo alla famiglia del pontefice regnante. La struttura della congregazione riflette invece un modello amministrativo più complesso, tipico della prima età moderna. Il Buon Governo funzionava allo stesso tempo da organo amministrativo, dotato di una propria continuità e capace di realizzare politiche complessive, e da terminale per una serie di pressioni informali, provenienti dalle direzioni più diverse, che trovavano in qualche modo il proprio destinatario ultimo nel cardinal nipote.

Stefan BRÜDERMANN, *Il Repertorium Germanicum come fonte per la ricerca sulle carriere*, p. 637-645.

Il *Repertorium Germanicum* fu concepito prima come un opera di regesti nel senso classico, poi come un indice. Oggi esso rappresenta un compromesso tra i due estremi. Furono uniti insieme quattro fattori : il contenuto è molto denso; tutte le informazioni su un soggetto sono raggruppate; le informazioni sono estremamente concise ed è possibile accedere al regesto attraverso gli indici. Gli sviluppi nei volumi recenti permettono una nuova qualità della ricerca sui chierici ed anche sulla curia. I regesti vengono rilevati come un testo. Vengono pubblicati

come libro, ma anche elaborati in un modo che consente quasi le stesse possibilità di ricerca di una banca dati.

Brigide SCHWARZ, *Die päpstlichen Läufer, durch drei Jahrhunderte (13. bis Ende 15. Jh.)*, p. 647-650.

Die Erforschung der Bediensteten der subalternen Ämter an der römischen Kurie ist erst im 15. Jahrhundert erfolgversprechend, für das eine fast ununterbrochene Kette von heftigen Auseinandersetzungen zwischen dem Papst bzw. dem Kämmerer, die versuchten, Ämter mit korporativer Verfassung fiskalisch zu nutzen, und den betroffenen Kollegien, die ihre (oft vermeintlich) althergebrachten Rechte verteidigten, in den Akten der Kammer dokumentiert ist (ca. 1417-1470). Aus der älteren Zeit stehen für die Hausämter, zu denen die Kursoren zählen, nur vereinzelte Informationen in den Quellen zur Verfügung, aus denen die Forschung je nach der Vorstellung, die sie sich von deren Funktionen und Organisation machte, recht verschiedene Interpretationen vorlegte – wie bei der Rekonstruktion eines Mosaiks. Die Quellenlage ist für die Kursoren insgesamt etwas besser, um 1300 sind gar Statuten überliefert, für die Zeit Innozenz VI. und Urbans V. sind die Hinweise in den Registern und Kammerbüchern systematisch ausgewertet. Ein Amtsbuch der Kursorenzunft mit Statuten gibt es von ca. 1470. Dank des hohen Anteils von Klerikern im 15. Jahrhundert kann man auch über Rekrutierung und Karrieren der Kursoren in dieser Zeit mehr herausfinden als in den älteren Phasen, denn die Kleriker beteiligten sich an der Jagd auf Pfründen, die Hauptgegenstand der päpstlichen Register sind. – Im Mittelpunkt des Vortrags sollen die Veränderungen stehen, die das Amt seit seiner Entstehung gegen 1200 bis zum Jahr 1470 durchgemacht hat, und abschließend Thesen vorgetragen werden, warum das Kursorenkolleg trotz Käuflichkeit der einzelnen Stellen seit der Mitte des 15. Jahrhunderts erst 1586 von Sixtus V. in ein Vakabilistenkolleg umgewandelt wurde.

Pierre JUGIE, *Cardinaux et chancelleries pendant la papauté d'Avignon : une voie royale vers les honneurs?*, p. 651-739.

Actualisant les résultats d'un mémoire de l'École française de Rome de 1992, la présente contribution reconstitue les liens étroits unissant les chancelleries pontificale, royales et princières et le milieu cardinalice au XIV^e siècle. Par rapport aux données du XIII^e siècle, l'on constate un renforcement très net du rôle des cardinaux et de leur entourage au sein des chancelleries, devenues l'une des plus sûres voies d'accès au cardinalat. Sur 134 cardinaux créés de 1305 à 1378, 41 eurent des rapports certains avec les chancelleries, soit, compte tenu des cumuls éventuels, 29 avec la chancellerie pontificale (9 vice-chanceliers ou lieutenants, 6 référendaires, 12 notaires du pape, 2 auditeurs des lettres contredites), 12 avec les chancelleries royales (7 pour la France, 2 pour Naples, 2 pour la Castille, 1 pour l'Angleterre) et 5 avec celles des duchés et comtés français. En annexe est donné

un répertoire biographique des chanceliers, notaires, scribes et familiers au service des cardinaux ou de la Chancellerie et de la Pénitencerie apostoliques (1216-1378).

Germain BUTARD, *Entre le séjour et l'intégration : les officiers étrangers en Comtat Venaissin (1352-1433)*, p. 741-759.

Parmi les officiers du Comtat Venaissin actifs entre 1352 et 1433, les étrangers occupent une place de choix, par leur nombre et leur fonction. L'analyse d'un corpus de 121 individus permet de repérer certains profils de carrières, ce qui est instructif pour le fonctionnement de la société pontificale. Beaucoup d'étrangers sont originaires des pays des papes et exercent une charge à la cour d'Avignon. Mais les parcours en Comtat sont très variés : du court séjour à l'installation définitive.

Philippe GENEQUAND, *Carrières immobiles à la cour de Clément VII d'Avignon (1378-1394)*, p. 761-782.

La constitution d'une base de données prosopographique des officiers ayant servi Clément VII impose le constat d'une absence presque totale de filières professionnelles et de progression administrative. Comment le comprendre? Est-il possible que le cumul des bénéfices connaisse comme pendant un cumul des charges administratives? C'est l'hypothèse ici développée qui s'applique à montrer que les officiers du pape, à défaut de pouvoir faire carrière dans la seule administration curiale, puisent leur lait à plusieurs sources, que ce soit à l'intérieur des différentes branches de la *curia romana* (maison du pape, chancellerie, chambre, etc.) ou entre celle-ci et les cours princières ou royales du temps. À l'issue d'une approche globale chiffrée, il est proposé une quinzaine d'exemples de telles carrières, entre pape et curie romaine, entre pape et cardinaux et entre pape et princes.

François-Charles UGINET, *Une carrière sous le pontificat de Martin V : le vice-camérier Benedetto Guidalotti*, p. 783-791.

La charge de camérier avait été l'une des clés de voûte de la Chambre apostolique de la papauté avignonnaise. Après le rétablissement de l'unité de l'Église en 1417, cette importance n'est pas démentie mais elle se relève lentement des divisions de l'époque précédente. La transition entre les techniciens de la curie avignonnaise – en particulier François de Conzié qui meurt en 1431 – et une nouvelle Chambre apostolique gouvernée par un cardinal passe par l'élévation progressive de curialistes proches du pape régnant. C'est le cas de Benedetto Guidalotti, juriste originaire de Pérouse, étroitement lié par sa famille à l'obédience urbaniste mais rallié à Jean XXIII qu'il suit à Constance. Son nom prend de l'importance dès l'élection de Martin V qui l'emploie à diverses fonctions intermittentes avant

de lui donner en 1423 la succession du vice-camérier, responsable de fait des finances centrales du Saint-Siège. Guidalotti garde ce titre jusqu'en 1428 lorsque des raisons de santé le contraignent à se retirer à Pérouse où il meurt l'année suivante, dernier titulaire de la charge à ne pas avoir été cardinal.

Germano GUALDO, *Pietro da Noceto e l'evoluzione della Segreteria papale al tempo di Niccolò V (1447-1455)*, p. 793-804.

Sulla trama dei principali dati biografici, si mettono in evidenza i momenti più significativi della figura e della biografia di Pietro da Noceto. La sua carriera curiale, non ostacolata dal matrimonio e dalla nascita dei figli, si svolge prima al servizio di Domenico Capranica, governatore di Perugia, poi del cardinale Niccolò Albergati, arcivescovo di Bologna. Al tempo di Eugenio IV è «scriptor et familiaris» del papa e sostituto reggente della Penitenzieria. A Bologna stringe una solida amicizia con il conterraneo Tommaso Parentucelli da Sarzana, divenendo suo segretario particolare, incarico che gli è confermato quando il Parentucelli viene eletto papa col nome di Niccolò V.

Egli è dunque il più fedele collaboratore di un pontefice che ebbe un ruolo importantissimo nel rinnovamento e nel rafforzamento del potere pontificio. Consapevole della necessità della riforma e del potenziamento della segreteria papale, il Noceto concentra nelle sue mani la gestione degli affari di Stato, e si pone al vertice di tale ufficio, cui dà una struttura piramidale, inaugurando la serie dei segretari segreti o domestici.

La morte del papa segna tuttavia la fine del suo potere e l'allontanamento dalla Curia. Si spinge a Lucca nel 1467.

Christiane SCHUCHARD, *Zu den Rotanotaren im 15. und frühen 16. Jahrhundert*, p. 805-828.

Warum hatte das Kollegium der Rotanotare im 15. Jh. und in den ersten Jahrzehnten des 16. Jh.s noch zahlreiche deutsche Mitglieder, während unter den Inhabern der übrigen Kurienämter immer mehr die Italiener dominierten? Die Nationalität der Auditoren, d.h. der Rota-Richter, in deren Diensten die Notare standen, spielte keine Rolle. Unter den vier Notaren, die jeder Auditor hatte, gab es keine nationale oder sprachliche Quotierung. Nicht immer wurde eine freigeordnete Notarsstelle an einen Landsmann weitergegeben. Aber es gab ein großes, immer wieder durch Verwandte und Landsleute verstärktes Nachwuchspotential in Gestalt der *notarii substituti*, d.h. der privat angestellten Hilfskräfte der Rotanotare (der *notarii principales*). Viele Rotanotare waren auch als Prokuratoren in Prozessen vor der Rota tätig. Ämterkumulation läßt sich insbesondere bei Notaren beobachten, die der elitären Bruderschaft von S. Maria dell'Anima angehörten. Im Anhang werden die Testamente zweier solcher, im Jahre 1518 verstorbener Rotanotare veröffentlicht.

Angela QUATTROCCHI, *Latino Giovenale de' Manetti : un diplomatico «umanista» nella Curia pontificia*, p. 829-840.

Il presente contributo propone lo studio della vita di Latino Giovenale, densa di incarichi, missioni, amicizie. Egli costringe il ricercatore ad inseguirlo nell'altora praticabile ampiezza dei suoi orizzonti di vita e di idee attraverso eventicardine della storia dell'Umanesimo facendo emergere non se stesso, di cui lascia poche tracce e mai autocelebrative, ma quasi suggerendo l'importanza, in una visione organica, del sistema corale delle idee e della comprensione del contesto in cui è vissuto. Certamente quest'uomo possedeva, come i suoi contemporanei gli riconoscevano, «l'eccellenza del conoscere». Non solo, quindi, conoscenza profonda dell'Antico, ma sapienza applicata in una multiforme varietà di attitudini : diplomatiche, poetiche, oratorie, amministrativo-gestionali.

Forse proprio questa sua caratteristica di fattività, di concretezza operativa nel presente, la mancata ricerca di un riconoscimento personale delle proprie capacità poste sempre al servizio del potere sia esso curiale, della *gens Farnesia* o del Senato romano e l'impossibilità di collocarlo in un unico ambito disciplinare, lo ha relegato in una zona di vaga penombra della storia.

Alexander KOLLER, *Einige Bemerkungen zum Karriereverlauf der päpstlichen Nuntien am Kaiserhof (1559-1655)*, p. 841-858.

Auf dem Gebiet der Edition der Nuntiaturberichte und der Hauptinstruktionen sind in den vergangenen Jahren zahlreiche neue Publikationen erschienen bzw. stehen kurz vor dem Erscheinen. Dadurch ist es möglich, unsere Kenntnisse über die Ausführenden der päpstlichen diplomatischen Missionen zu erweitern. Am Beispiel der Kaiserhofnuntiatur sollen die Karriereverläufe einzelner Nuntien unter Berücksichtigung verschiedener karriererelevanter Aspekte für die Zeit vor (u. a. Herkunft, Ausbildung, Erfahrung in den Bereichen Diplomatie und/oder innere Verwaltung des Kirchenstaats bzw. Bistumsleitung) bzw. nach ihrer Mission (Möglichkeiten des Aufstiegs in den Kardinalsrang, Wiederverwendung als päpstlicher Diplomat, Verwaltungstätigkeit, Rückkehr in die Diözese) betrachtet werden. Als Zeitrahmen wurde die Periode vom Beginn des Pontifikats Pius' IV. (1599) bis zum Ende des Pontifikats Innozenz' X. (1655) gewählt.

Massimo Carlo GIANNINI, *Note sui tesoriere generali della Camera apostolica e sulle loro carriere tra XVI e XVII secolo*, p. 859-883.

Il presente contributo si propone di analizzare la carica di tesoriere generale della Camera apostolica fra la seconda metà del Cinquecento e la prima metà del Seicento in relazione alle carriere curiali di coloro che la ricoprirono. Nell'analisi dei tesoriere generali, non si può prescindere dalla considerazione dei rapporti da essi intrattenuti con i papi e, in particolare, dal ruolo che alcuni di essi svolsero quali principali consiglieri pontifici nella delicata e complessa sfera delle finanze e della fiscalità della Santa Sede. Negli anni centrali del XVI secolo, i tesoriere fu-

rono scelti indifferentemente fra i laici e gli ecclesiastici, strettamente legati alla persona del papa e in grado di attingere al mercato del credito. In seguito, soprattutto a partire dalla definitiva trasformazione del tesorerato in ufficio venale (1585), si ebbe una progressiva definizione del *cursus honorum* dei tesoreri nel quadro delle carriere curiali che conducevano al cardinalato, senza che peraltro venisse meno il legame fiduciario tra i pontefici e i detentori della carica.

Silvano GIORDANO, *Note sui governatori dello Stato pontificio durante il pontificato di Paolo V (1605-1621)*, p. 885-938.

Prendendo come quadro di riferimento l'opera di C. Weber (*Legati e governatori dello Stato pontificio [1550-1809]*, Roma, 1994) mediante l'elaborazione dei dati attinti dallo spoglio sistematico del fondo *Secretaria brevium* dell'Archivio Segreto Vaticano, si traccia un profilo dei governatori dello Stato pontificio nominati da Paolo V che include le origini geografiche, gli studi compiuti e le carriere. Si accenna alle procedure di nomina *per breve* e alla struttura dei brevi stessi. In appendice si pubblicano la lista degli *utriusque Signaturae referendarii* non indicati in B. Katterbach (*Referendarii utriusque Signaturae*, Città del Vaticano, 1931); l'elenco dei governi con i rispettivi governatori in ordine cronologico, ottenuto integrando le liste di Weber con i dati della *Secretaria brevium*; l'elenco in ordine alfabetico dei governatori, includente le rispettive nomine e dati biografici a complemento delle notizie offerte da Weber.

Francesca BORIS, «*Carte politiche*»: *la carriera di Angelo Ranuzzi (1626-1689) nei documenti dell'archivio familiare*, p. 939-959.

Nell'archivio della famiglia Ranuzzi, conservato all'Archivio di Stato di Bologna, sono compresi i carteggi di Angelo Ranuzzi, che ricoprì varie cariche al servizio della Chiesa prima di diventare nunzio apostolico in Francia e cardinale, e morì alla vigilia del conclave del 1689. Da quel momento in poi, la famiglia tentò di riempire il vuoto politico e di prestigio che la scomparsa di Angelo aveva causato, celebrandone la memoria con ritratti e monumenti, e raccogliendo le carte relative ai suoi viaggi e ai suoi rapporti con la curia e con altri personaggi. Questo montaggio della memoria scritta, operato dai discendenti immediati del cardinale, rappresenta sia un uso delle famiglie provinciali che cercavano di mantenere i rapporti con il potere romano, sia un frutto della cultura aristocratica che teneva in ordine i suoi archivi per tramandare agli eredi l'esempio di vite illustri e degne di essere imitate.